



CONVENTION DE COLLABORATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT DE VERACRUZ DE IGNACIO DE LA LLAVE DES ÉTATS-UNIS MEXICAIS ET L'AMBASSADE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AUPRÈS DES ÉTATS -UNIS MEXICAIS POUR PROMOUVOIR L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ÉDUCATIFS DU SECOND CYCLE DU SECONDAIRE ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le Gouvernement de l'État de Veracruz de Ignacio de la Llave des États-Unis mexicains ci-après (« **LE GOUVERNEMENT** ») et l'Ambassade du gouvernement de La République française auprès des États-Unis mexicains, ci-après (« **L'AMBASSADE** »), conjointement dénommés ci-après « **les PARTIES** »;

TENANT COMpte de l'Accord Culturel entre le Gouvernement des États-Unis mexicains et le Gouvernement de la République française, signé à Paris le 17 juillet 1970, dans lequel les deux gouvernements se sont engagés à prendre les mesures nécessaires pour faciliter l'enseignement, aussi largement que possible, de la langue de l'autre dans tous les niveaux d'enseignement, notamment au niveau secondaire et supérieur;

CONSIDÉRANT la Convention entre le Ministère de l'éducation publique des États-Unis mexicains et le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères de la République française pour Promouvoir l'enseignement de la langue française dans les établissements éducatifs publics du cycle scolaire secondaire dans le territoire des États-Unis mexicains, signée le 19 décembre 2019;

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1.- OBJET

La présente Convention établit les bases et les mécanismes de collaboration entre **les PARTIES**, pour l'élaboration d'un Plan d'action relatif à l'introduction et à la promotion de l'enseignement du français dans les établissements éducatifs publics du second cycle du secondaire et d'enseignement supérieur dans l'État de Veracruz de Ignacio de la Llave.

ARTICLE 2.-MODALITÉS DE COOPÉRATION

Pour atteindre l'objet de la présente Convention, **les PARTIES**, dans leur domaine de leur compétence, mettront en œuvre les modalités de coopération suivantes :

- Élaborer un Plan d'action qui concerne tous les sous-systèmes d'enseignement du second cycle du secondaire et du niveau supérieur de l'État de Veracruz de Ignacio de la Llave, afin d'élargir la portée des avantages du présent instrument et d'optimiser les processus éducatifs des élèves et des professeurs.
- Promouvoir le plurilinguisme à travers l'enseignement du français dans les établissements éducatifs scolaires du second cycle du secondaire et d'enseignement supérieur de l'État de Veracruz de Ignacio de la Llave, en mettant en place les actions suivantes:



1. Formation des professeurs des établissements éducatifs scolaires publics sélectionnés, du second cycle du secondaire et d'enseignement supérieur de l'État de Veracruz de Ignacio de la Llave;
2. Élaborer un plan de formation dans le domaine des compétences linguistiques, didactiques et méthodologiques pour les professeurs de français des établissements éducatifs publics sélectionnés du second cycle du secondaire et d'enseignement supérieur de l'État de Veracruz de Ignacio de la Llave;
3. Organiser des séminaires, des colloques de réflexion et d'échanges de bonnes pratiques dans le domaine de l'enseignement et de l'apprentissage de la langue française;
4. Promouvoir la certification internationale en langue française des professeurs et des élèves pour l'obtention des Diplômes DELF, DALF et DELF Scolaire.
5. Assurer l'accompagnement et la formation des professeurs et des élèves.

ARTICLE 3.- CONVENTIONS SPÉCIFIQUES DE COLLABORATION

Pour la mise en œuvre du présent instrument, **les PARTIES** établiront des Conventions spécifiques de collaboration lesquelles, une fois formalisées, feront partie intégrante de la présente Convention, et devront inclure les informations suivantes:

- a) Objectifs;
- b) Chronogrammes d'exécution;
- c) Attribution de ressources humaines et matérielles;
- d) Profil académique, professionnel et technique des participants;
- e) Financement;
- f) Responsabilité de chacune des **PARTIES**;
- g) Diffusion de résultats, et
- h) Toute autre information que **les PARTIES** jugent nécessaire.

ARTICLE 4.- RELATION DE TRAVAIL

Le personnel désigné par chacune des **PARTIES** pour mener à bien les actions de coopération prévues dans le cadre de la présente Convention, continue d'être sous la direction et sous la dépendance de l'institution à laquelle il appartient, de sorte qu'aucune relation de travail ne sera créée avec l'autre, qui ne sera pas considérée comme un employeur suppléant ou solidaire.



ARTICLE 5.- ENTRÉE ET SORTIE DES PARTICIPANTS

LES PARTIES devront se référer aux autorités compétentes pour faciliter l'entrée, le séjour et la sortie des participants qui interviennent officiellement dans les actions de coopération dérivées de la présente Convention. Les participants se soumettront aux dispositions migratoires, fiscales, douanières, sanitaires et de sécurité nationale en vigueur dans le pays d'accueil et ne pourront réaliser une toute autre activité étrangère à leurs fonctions sans l'autorisation préalable des autorités compétentes en la matière. Les participants devront quitter le pays d'accueil conformément aux lois et aux dispositions de celui-ci.

ARTICLE 6.-FINANCEMENT.

LES PARTIES conviennent que l'exécution des actions de coopération est effectuée sur la base des dotations budgétaires annuelles de fonctionnement courant dont elles disposent et conformément à leurs législations nationales respectives.

LES PARTIES peuvent solliciter, d'un commun accord, ou séparément, à d'autres institutions et agences gouvernementales ou organismes nationaux ou internationaux, les ressources nécessaires, y compris des aides ou des subventions à des entités externes, pour la mise en œuvre des programmes ou des projets dérivés de la présente Convention, dans le cas où elles ne pourraient pas mettre à disposition, totalement ou partiellement, lesdites ressources.

ARTICLE 7.- COMMISSION BILATÉRALE TECHNIQUE BILINGUE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

LES PARTIES s'accordent sur la création d'une Commission technique bilingue de suivi et d'évaluation, ci-après (« **LA COMMISSION** »), composée d'un nombre égal de représentants et présidée par les fonctionnaires suivants:

Pour **LE GOUVERNEMENT**:

Le Sous-secrétaire d'Education pour le second cycle du niveau secondaire et le niveau supérieur

Domicile: Carretera Federal Xalapa Veracruz km 4.5, Colonia Sahop. Téléphone: (228) 8 4177 00 extension 7406. adresse électronique: jorgemi.uscanga@msev.gob.mx

Pour **L'AMBASSADE**:

Le Conseiller de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France

Domicile: Campos Elíseos No. 339, Colonia Polanco C.P. 11560 Ciudad de México.



La Commission se réunira chaque semestre et, en fonction des résultats obtenus, proposera chaque année une liste d'actions, selon la disponibilité de ses ressources et conformément à la législation nationale applicable à chacune des **PARTIES**.

Elle aidera de même à la mise en œuvre technique et à l'évaluation de la portée du présent instrument et résoudra les doutes qui pourraient survenir quant à son interprétation et application.

ARTICLE 8.- RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente Convention seront réglés par **LES PARTIES** à travers **LA COMMISSION** mentionnée à l'**ARTICLE 7**.

ARTICLE 9.- DISPOSITIONS FINALES

Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature pour une durée de trois (3) ans. Il est renouvelable pour des périodes de même durée, avec l'accord préalable des **PARTIES** et un préavis de trente (30) jours avant la fin de sa période de validité.

Le présent Accord peut être amendé par consentement écrit des **PARTIES**. Ces amendements entrent en vigueur à partir de la date de leur signature.

Le présent Accord pourra être dénoncé de manière anticipée à tout moment par l'une ou l'autre **PARTIE** au moyen d'un préavis écrit de six (6) mois. La dénonciation anticipée du présent instrument ne remettra pas en cause les droits et les obligations des **PARTIES** liés à l'achèvement des activités mises en œuvre et formalisées dans le cadre de la présente Convention.

Fait à la ville de Xalapa, Enríquez, Veracruz de Ignacio de la Llave, Mexique le 23 juin 2021, en deux exemplaires originaux, en français et en espagnol, les deux textes faisant également foi.



**POUR L'AMBASSADE DE LA
REPUBLIQUE FRANCAISE
AUPRES DES ÉTATS-UNIS
MEXICAINS**

Jean-Pierre Asvazadourian
Ambassadeur

**POUR LE GOUVERNEMENT DE
L'ÉTAT DE VERACRUZ DE
IGNACIO DE LA LLAVE DES ÉTATS-
UNIS MEXICAINS**

Cuitláhuac García Jiménez
Gouverneur Constitutionnel



VERACRUZ
GOBIERNO
DEL ESTADO



SEV
Secretaría
de Educación

VERA
CRUZ
ME LLENA DE ORGULLO

AMBASSADE
DE FRANCE
AU MEXIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

CETTE FEUILLE DE SIGNATURES FAIT PARTIE INTÉGRANTE DE L'ACCORD-CADRE DE COLLABORATION CÉLÉBRÉ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT DE VERACRUZ DE IGNACIO DE LA LLAVE ET L'AMBASSADE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DU 23 juin 2021

l.



CONVENIO MARCO DE COLABORACIÓN ENTRE EL GOBIERNO DEL ESTADO DE VERACRUZ DE IGNACIO DE LA LLAVE DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS Y LA EMBAJADA DEL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA EN LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS PARA PROMOVER LA ENSEÑANZA DEL IDIOMA FRANCÉS EN ESTABLECIMIENTOS ESCOLARES EDUCATIVOS DEL NIVEL MEDIO SUPERIOR Y SUPERIOR

El Gobierno del Estado de Veracruz de Ignacio de la Llave de los Estados Unidos Mexicanos en adelante ("**EL GOBIERNO**") y la Embajada del Gobierno de la República Francesa en los Estados Unidos Mexicanos en adelante ("**LA EMBAJADA**"), actuando en forma conjunta en adelante ("**LAS PARTES**");

TENIENDO EN CUENTA el Convenio Cultural entre el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos y el Gobierno de la República Francesa, hecho en París el 17 de julio de 1970, en el cual ambos Gobiernos se comprometieron a tomar las medidas necesarias para facilitar la enseñanza, tan ampliamente como sea posible, de la lengua de la otra en todos los niveles de enseñanza particularmente a nivel secundario y superior;

TENIENDO EN MENTE el Convenio entre la Secretaría de Educación Pública de los Estados Unidos Mexicanos y el Ministerio para Europa y de Asuntos Exteriores de la República Francesa para Promover la Enseñanza del Idioma Francés en los Planteles Educativos Públicos de Educación Básica en su Nivel Secundaria dentro del Territorio de los Estados Unidos Mexicanos, firmado el 19 de diciembre de 2019;
Han acordado lo siguiente:

ARTÍCULO PRIMERO.- OBJETIVO

El presente Convenio establece las bases y mecanismos de colaboración entre **LAS PARTES**, para la elaboración de un Plan de Acción relativo a la introducción y la promoción de la enseñanza del idioma francés en los planteles educativos públicos del Nivel Medio Superior y Superior en el Estado de Veracruz de Ignacio de la Llave.

ARTÍCULO SEGUNDO.- MODALIDADES DE COOPERACIÓN

Para el debido cumplimiento del objetivo del presente Convenio, **LAS PARTES**, en el ámbito de su competencia, llevarán a cabo las siguientes modalidades de cooperación:

- Desarrollar un Plan de Acción que involucre a todos los Subsistemas de Educación Media Superior y Superior del Estado de Veracruz de Ignacio de la Llave, con la finalidad de tener un mayor alcance de los beneficios del presente instrumento y potencializar los procesos educativos de los alumnos y maestros.
- Promover el plurilingüismo a través de la enseñanza del idioma francés en los centros educativos escolares de Nivel Medio Superior y Superior del Estado de Veracruz de Ignacio de la Llave; a través de las siguientes acciones:



1. Formación de los profesores de los establecimientos educativos escolares públicos seleccionados, en el Nivel Medio Superior y Superior del Estado de Veracruz de Ignacio de la Llave.
2. Elaborar un plan de formación lingüística, didáctica y metodológica para los profesores de francés de los establecimientos educativos escolares públicos seleccionados, en el Nivel Medio Superior y Superior del Estado de Veracruz de Ignacio de la Llave.
3. Organizar seminarios, coloquios de reflexión y de intercambios de buenas prácticas en el campo de la enseñanza y del aprendizaje del idioma francés.
4. Promover la certificación internacional de lengua francesa del profesorado y de los alumnos para la obtención de los Diplomas DELF, DALF y DELF Scolaire.
5. Garantizar un acompañamiento y una preparación para los profesores y los alumnos.

ARTÍCULO TERCERO.- CONVENIOS ESPECÍFICOS DE COLABORACIÓN

Para la implementación del presente instrumento, **LAS PARTES** elaborarán Convenios Específicos de Colaboración, los que una vez formalizados formarán parte integral de este Convenio, debiendo incluir la información siguiente:

- a) Objetivos;
- b) Cronogramas de ejecución;
- c) Asignación de recursos humanos y materiales;
- d) Perfil académico, profesional y técnico de los participantes;
- e) Financiamiento;
- f) Responsabilidad de cada una de Las Partes;
- g) Difusión de resultados, y
- h) Cualquier otra información que **LAS PARTES** consideren necesaria.

ARTÍCULO CUARTO.- RELACIÓN LABORAL

El personal comisionado por cada una de **LAS PARTES** para llevar a cabo actividades de cooperación previstas en el presente Convenio, continuará bajo la dirección y dependencia de la institución a la que pertenezca, por lo que no se crearán relaciones de carácter laboral con la otra, a la que no se considerará patrón sustituto o solidario.



ARTÍCULO QUINTO.- ENTRADA Y SALIDA DE PARTICIPANTES

LAS PARTES se apoyarán ante sus autoridades competentes, a efecto que se otorguen todas las facilidades necesarias para la entrada, estancia y salida de los participantes que en forma oficial intervengan en las actividades de cooperación que se deriven del presente Convenio. Estos participantes se someterán a las disposiciones migratorias, fiscales, aduaneras, sanitarias y de seguridad nacional vigentes en el país receptor y no podrán dedicarse a ninguna actividad ajena a sus funciones sin la previa autorización de las autoridades competentes en esta materia. Los participantes dejarán el país receptor, de conformidad con las leyes y disposiciones del mismo.

ARTÍCULO SEXTO.- FINANCIAMIENTO

LAS PARTES financiarán las actividades de cooperación con los recursos asignados en sus respectivos presupuestos anuales de funcionamiento corriente, de conformidad con su disponibilidad, afectación presupuestal y lo dispuesto por su legislación nacional.

LAS PARTES pueden buscar en forma conjunta o separada, ante otras instituciones y dependencias gubernamentales u organismos de carácter nacional o internacional, la obtención de los recursos lícitos necesarios, incluidos apoyos o subvenciones a entidades exteriores, para el desarrollo de los programas o proyectos que se deriven del presente Convenio, en caso de que dichos recursos no puedan ser aportados total o parcialmente por ellas.

ARTÍCULO SÉPTIMO.- COMISIÓN BILATERAL TÉCNICA BILINGÜE DE SEGUIMIENTO Y EVALUACIÓN

LAS PARTES acuerdan constituir una Comisión Técnica Bilingüe de Seguimiento y Evaluación en lo sucesivo ("**LA COMISIÓN**"), la cual estará integrada por igual número de integrantes y será presidida por los siguientes funcionarios:

Por **EL GOBIERNO**:

El Subsecretario de Educación Media Superior y Superior.

Domicilio Carretera Federal Xalapa Veracruz km 4.5, Colonia Sahop. Teléfono 2288 4177 00 extensión 7406. Correo electrónico: jorgemi.uscanga@msev.gob.mx.

Por **LA EMBAJADA**:

El consejero de cooperación y de acción cultural de la Embajada de Francia.

Domicilio Campos Eliseos No. 39, Colonia Polanco C.P. 11560 Ciudad de México.



La Comisión se reunirá cada semestre, y de acuerdo a los resultados obtenidos, propondrá cada año una lista de acciones, según la disponibilidad de sus recursos y normativa aplicable a cada una de **LAS PARTES**.

Asimismo, coadyuvará en la instrumentación técnica y evaluación de los alcances del presente instrumento, y resolverá las dudas que se originen con motivo de la interpretación y cumplimiento del mismo.

ARTÍCULO OCTAVO.- SOLUCIÓN DE CONTROVERSIAS

Cualquier controversia derivada de la interpretación o implementación del presente Convenio será resuelta por **LAS PARTES** a través de **LA COMISIÓN** señalada en el ARTÍCULO SÉPTIMO.

ARTÍCULO NOVENO.- DISPOSICIONES FINALES

El presente Convenio tendrá una vigencia de tres (3) años a partir de la fecha de su firma, y podrá ser renovado por periodos de igual duración, previo acuerdo de **LAS PARTES**, quienes deberán manifestarlo con treinta (30) días de antelación a su terminación.

El presente Convenio podrá ser modificado por mutuo consentimiento de **LAS PARTES** por escrito. Esas modificaciones entrarán en vigor a partir de la fecha de su firma.

El presente Convenio podrá darse por terminado de forma anticipada en cualquier momento por cualquiera de **LAS PARTES**, mediante notificación escrita con seis (6) meses de antelación. La terminación anticipada del presente Instrumento no afectará los derechos y obligaciones de **LAS PARTES** en relación con la conclusión de las actividades que hubieran sido formalizadas en el marco del mismo.

Firmado en la ciudad de Xalapa, Enríquez, Veracruz de Ignacio de la Llave, México el 23 del mes de junio de 2021, en dos ejemplares originales en idiomas español y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

POR EL GOBIERNO DEL ESTADO DE
VERACRUZ DE IGNACIO DE LA LLAVE
DE LOS ESTADOS UNIDOS
MEXICANOS

POR LA EMBAJADA DEL GOBIERNO DE
LA REPÚBLICA FRANCESA EN LOS
ESTADOS UNIDOS MEXICANOS

Cuitláhuac García Jiménez
Gobernador Constitucional

Jean-Pierre Asvazadourian
Embajador



VERACRUZ
GOBIERNO
DEL ESTADO



SEV
Secretaría
de Educación

VERA
CRUZ
ME LLENA DE ORGULLO

AMBASSADE
DE FRANCE
AU MEXIQUE
*Liberé
Égalité
Fraternité*

LA PRESENTE HOJA DE FIRMAS FORMA PARTE INTEGRAL DEL CONVENIO MARCO DE COLABORACIÓN CELEBRADO ENTRE EL GOBIERNO DEL ESTADO DE VERACRUZ DE IGNACIO DE LA LLAVE DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS Y LA EMBAJADA DEL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA EN LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS, DE FECHA 23 DE JUNIO DE 2021.

[Firma]